

## LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

### SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

F. 2007 — 1186

[C — 2007/14097]

**22 JANVIER 2007.** — Loi modifiant la loi du 5 juin 1972 sur la sécurité des navires et la loi du 30 juillet 1926 instituant un conseil d'enquête maritime

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Généralités

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

#### CHAPITRE II. — Modifications à la loi du 5 juin 1972 sur la sécurité des navires

**Art. 2.** L'intitulé de la loi du 5 juin 1972 sur la sécurité des navires est remplacé par l'intitulé suivant :

« Loi sur la sécurité des bâtiments de navigation ».

**Art. 3.** L'article 1<sup>er</sup> de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1<sup>er</sup>. Pour l'application de la présente loi, on entend par :

1° « capitaine » : toute personne chargée du commandement d'un bâtiment de navigation ou qui le prend en fait, ainsi que toute personne qui le remplace;

2° « propriétaire » : la personne qui possède le bâtiment de navigation en propriété. Est assimilé au propriétaire, pour l'application de la présente loi, l'armateur, l'affrètement, l'exploitant ou la personne qui a le bâtiment de navigation en possession;

3° « navire » : tout bâtiment de navigation faisant en mer le transport de personnes ou de choses, la pêche, le remorquage, le dragage ou toute autre opération lucrative de navigation ou qui y est destiné, à l'exception des navires de plaisance;

4° « bateau » : tout bâtiment de navigation qui en raison de sa construction est exclusivement ou principalement utilisé ou apte à être utilisé pour la navigation dans les eaux intérieures, à l'exception des bateaux de plaisance;

5° « navire de plaisance » : tout bâtiment de navigation qui, utilisé ou non à des fins lucratives sous quelque forme que ce soit, fait en mer ou est destiné à faire en mer de la navigation de plaisance, à l'exclusion des bâtiments de navigation utilisés ou destinés au transport de plus de douze passagers;

6° « bateau de plaisance » : tout bâtiment de navigation qui, utilisé ou non à des fins lucratives sous quelque forme que ce soit, fait dans les eaux intérieures ou est destiné à faire dans les eaux intérieures de la navigation de plaisance, à l'exclusion des bâtiments de navigation utilisés ou destinés au transport de plus de douze passagers;

7° « eaux maritimes belges » : la mer territoriale, les ports du littoral et de l'Escaut maritime inférieur dont les limites sont fixées par le Roi, l'Escaut maritime inférieur dont les limites sont fixées par le Roi, le port de Gand dont les limites sont fixées par le Roi, la partie belge du canal de Terneuzen à Gand, les ports situés sur la partie belge du canal de Terneuzen à Gand dont les limites sont fixées par le Roi et les canaux Zeebrugge-Bruges et Ostende-Bruges;

8° « eaux intérieures » : les eaux publiques belges qui sont destinées à ou utilisées pour la navigation et ne font pas partie des eaux maritimes belges;

9° « bâtiment de navigation » : tout engin flottant, y compris les engins qui peuvent se déplacer sans déplacement d'eau, utilisé ou susceptible d'être utilisé comme moyen de transport ou de déplacement sur l'eau. »

### FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

N. 2007 — 1186

[C — 2007/14097]

**22 JANUARI 2007.** — Wet tot wijziging van de wet van 5 juni 1972 op de veiligheid der schepen en van de wet van 30 juli 1926 tot instelling van een onderzoeksraad voor de scheepvaart

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

#### HOOFDSTUK I. — Algemeen

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

#### HOOFDSTUK II. — Wijzigingen aan de wet van 5 juni 1972 op de veiligheid der schepen

**Art. 2.** Het opschrift van de wet van 5 juni 1972 op de veiligheid der schepen wordt vervangen als volgt :

« Wet op de veiligheid van de vaartuigen ».

**Art. 3.** Artikel 1 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Artikel 1. Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder :

1° « kapitein » : ieder die belast is met de leiding van een vaartuig of deze leiding in feite neemt, alsmede ieder die hem vervangt;

2° « eigenaar » : hij die het vaartuig in eigendom bezit. Voor de toepassing van deze wet wordt met de eigenaar gelijkgesteld : de reder, de scheepshuurder, de exploitant of hij die het vaartuig in bezit heeft;

3° « schip » : elk vaartuig dat op zee personen of zaken vervoert, de visvangst bedrijft, sleepverrichtingen, baggerwerken of enige andere winstgevendende verrichting van scheepvaart uitvoert, of dat ertoe bestemd is, met uitzondering van de pleziervaartuigen;

4° « binnenschip » : elk vaartuig dat wegens zijn constructie uitsluitend of in hoofdzaak gebruikt wordt of geschikt is om te worden gebruikt op de binnenwateren, met uitzondering van de plezierboten;

5° « pleziervaartuig » : elk vaartuig dat, al dan niet voor winstgevendende verrichtingen in welke vorm ook, op zee aan pleziervaart doet of ervoor bestemd is, met uitsluiting van de vaartuigen gebruikt voor het vervoer van meer dan twaalf passagiers;

6° « plezierboot » : elk vaartuig dat, al dan niet gebruikt voor winstgevendende verrichtingen in welke vorm ook, op de binnenwateren aan pleziervaart doet of ervoor bestemd is, met uitsluiting van de vaartuigen gebruikt of bestemd voor het vervoer van meer dan twaalf passagiers;

7° « Belgische zeewateren » : de territoriale zee, de havens van de kust en de Beneden-Zeeschelde waarvan de grenzen door de Koning worden vastgesteld, de Beneden-Zeeschelde waarvan de grenzen door de Koning worden vastgesteld, de haven van Gent waarvan de grenzen door de Koning worden vastgesteld, het Belgische gedeelte van het kanaal van Terneuzen naar Gent, de havens gelegen aan het Belgische gedeelte van het kanaal van Terneuzen naar Gent waarvan de grenzen door de Koning worden vastgesteld en de kanalen Zeebrugge-Brugge en Oostende-Brugge;

8° « binnenwateren » : de Belgische openbare wateren die voor de scheepvaart bestemd zijn of gebruikt worden en die niet behoren tot de Belgische zeewateren;

9° « vaartuig » : elk drijvend tuig met inbegrip van tuigen die zich kunnen voortbewegen zonder waterverplaatsing, gebruikt of geschikt om te worden gebruikt als middel van vervoer of verplaatsing te water. »

**Art. 4.** L'intitulé du chapitre II de la même loi est remplacé par l'intitulé suivant :

« Conditions de sécurité des navires et des navires de plaisance ».

**Art. 5.** L'article 2, § 1<sup>er</sup>, de la même loi, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 2. § 1<sup>er</sup>. Aucun navire ou navire de plaisance belge ou étranger ne peut prendre la mer à partir d'un port belge ou naviguer dans les eaux maritimes belges ou dans les eaux intérieures et aucun navire ou navire de plaisance ne peut prendre la mer à l'étranger sous pavillon belge sans être en état de sécurité. »

**Art. 6.** A l'article 3 de la même loi, modifié par la loi du 3 mai 1999, sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> le § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par la disposition suivante :

« 2<sup>o</sup> Les navires qui entreprennent un voyage spécial. »;

« 2<sup>o</sup> au § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, alinéa 2, le mot « bâtiments » est remplacé par le mot « navires »;

3<sup>o</sup> au § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, alinéa 3, les mots « pour la sécurité des personnes embarquées » sont remplacés par les mots « pour la sécurité de l'équipage, des passagers ou de la cargaison ou pour l'environnement marin »;

4<sup>o</sup> le § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, est remplacé par la disposition suivante;

« Les navires de plaisance. Le Roi détermine dans un arrêté délibéré en Conseil des Ministres les conditions que les navires de plaisance doivent remplir pour être en état de sécurité, les moyens de surveillance et de contrôle y afférents et l'élaboration d'une procédure d'appel. »

5<sup>o</sup> le § 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, est abrogé;

6<sup>o</sup> le § 2 est abrogé;

7<sup>o</sup> le § 3 est abrogé;

8<sup>o</sup> l'indication « § 1<sup>er</sup> » est supprimée.

**Art. 7.** A l'article 4 de la même loi, modifié par l'arrêté royal du 31 décembre 1983 et la loi du 3 mai 1999, sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, c) les mots « aux pièces détachées » sont insérés entre les mots « objets d'armement » et « y compris »;

2<sup>o</sup> à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le 3<sup>o</sup> est remplacé par la disposition suivante :

« 3<sup>o</sup> la mesure dans laquelle les navires visés à l'article 3, 1<sup>o</sup>, doivent satisfaire aux dispositions prises en vertu du 1<sup>o</sup> du présent article, ainsi que les attributions des agents chargés du contrôle de la navigation en la matière; »;

3<sup>o</sup> l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété comme suit :

« 5<sup>o</sup> Les conditions auxquelles les organisations peuvent être reconnues et mandatées à effectuer, en tout ou en partie, les inspections et visites des navires autorisés à battre pavillon belge afférentes à des certificats concernant la sécurité de la navigation et la prévention de la pollution par les navires et, le cas échéant, à délivrer ou à renouveler ces certificats. »;

4<sup>o</sup> l'alinéa 2 est abrogé.

**Art. 8.** L'intitulé du chapitre III de la même loi est remplacé par l'intitulé suivant :

« Certificat de navigabilité et autres certificats pour navires ».

**Art. 9.** A l'article 5, § 3, alinéa 2, de la même loi, les mots « le fonctionnaire compétent » sont remplacés par les mots « l'agent chargé du contrôle de la navigation désigné à cet effet ».

**Art. 10.** A l'article 10, § 4, de la même loi sont apportés les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> les mots « l'Administration de la Marine et de la Navigation intérieure » sont remplacés par les mots « les affaires maritimes et la navigation »;

2<sup>o</sup> dans le texte néerlandais le mot « bepaald » est remplacé par le mot « bepaalt ».

**Art. 4.** Het opschrift van hoofdstuk II van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Veiligheidsvoorwaarden voor schepen en pleziervaartuigen ».

**Art. 5.** Artikel 2, § 1, van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 2. § 1. Geen Belgisch of vreemd schip of pleziervaartuig mag vanuit een Belgische haven zee kiezen, in de Belgische zeewateren of op de binnenwateren varen en geen schip of pleziervaartuig mag in het buitenland onder Belgische vlag zee kiezen als het niet in staat van veiligheid is. »

**Art. 6.** In artikel 3 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 3 mei 1999, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> § 1, 2<sup>o</sup>, eerste lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 2<sup>o</sup> Schepen die een bijzondere reis ondernemen. »;

« 2<sup>o</sup> in § 1, 2<sup>o</sup>, tweede lid wordt het woord « vaartuigen » vervangen door het woord « schepen »;

3<sup>o</sup> in § 1, 2<sup>o</sup>, derde lid worden de woorden « voor de veiligheid van opvarenden » vervangen door de woorden « voor de veiligheid van de bemanning, de passagiers of de lading of voor het mariene milieu »;

4<sup>o</sup> § 1, 3<sup>o</sup>, wordt vervangen als volgt :

« De pleziervaartuigen. De Koning bepaalt bij een in Ministerraad overlegd besluit de voorwaarden waaraan de pleziervaartuigen moeten voldoen om in staat van veiligheid te zijn, de daaraan verbonden maatregelen van toezicht en controle en het uitwerken van een beroepsprocedure. »

5<sup>o</sup> § 1, 4<sup>o</sup>, wordt opgeheven;

6<sup>o</sup> § 2 wordt opgeheven;

7<sup>o</sup> § 3 wordt opgeheven;

8<sup>o</sup> de vermelding « § 1 » vervalt.

**Art. 7.** In artikel 4 van dezelfde wet, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 31 december 1983 en bij de wet van 3 mei 1999, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> in het eerste lid, 1<sup>o</sup>, c) worden de woorden « en de reserveonderdelen » ingevoegd tussen de woorden « uitrustingsvoorwerpen » en « met inbegrip »;

2<sup>o</sup> in het eerste lid wordt de bepaling onder 3<sup>o</sup> vervangen als volgt :

« 3<sup>o</sup> de mate waarin de in artikel 3, 1<sup>o</sup>, bedoelde schepen moeten voldoen aan de krachtens 1<sup>o</sup> van dit artikel genomen voorschriften, alsook de bevoegdheden welke de met de scheepvaartcontrole belaste ambtenaren ter zake hebben; »;

3<sup>o</sup> het eerste lid wordt aangevuld als volgt :

« 5<sup>o</sup> De voorwaarden waaronder de organisaties kunnen worden erkend en gemachtigd tot het uitvoeren van gehele of gedeeltelijke inspecties en controles van schepen die gerechtigd zijn de Belgische vlag te voeren in verband met certificaten met betrekking tot de veiligheid van de scheepvaart en het voorkomen van verontreiniging door schepen en, in voorkomend geval, tot het afgeven en vernieuwen van die certificaten. »;

4<sup>o</sup> het tweede lid wordt opgeheven.

**Art. 8.** Het opschrift van hoofdstuk III van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Het certificaat van deugdelijkheid en andere certificaten voor schepen ».

**Art. 9.** In artikel 5, § 3, tweede lid, van dezelfde wet worden de woorden « bevoegde ambtenaar » vervangen door de woorden « met de scheepvaartcontrole belaste ambtenaar die daartoe aangesteld is ».

**Art. 10.** In artikel 10, § 4, van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> de woorden « tot wiens bevoegdheid het Bestuur van het Zeewezen en van de Binnenvaart behoort » worden vervangen door de woorden « tot wiens bevoegdheid de maritieme zaken en de scheepvaart behoren »;

2<sup>o</sup> het woord « bepaald » wordt vervangen door het woord « bepaalt ».

**Art. 11.** L'intitulé du chapitre IV de la même loi est remplacé par l'intitulé suivant :

« Surveillance des navires et contrôle de l'application des conventions internationales, de la loi et des règlements. »

**Art. 12.** L'article 11, § 3, et § 4, alinéa 2 de la même loi, modifié par la loi du 3 mai 1999, sont abrogés.

**Art. 13.** A l'article 13 de la même loi, modifié par la loi du 3 mai 1999, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « Les fonctionnaires du service chargé du contrôle de la navigation » sont remplacés par les mots « Les agents chargés du contrôle de la navigation désignés à cet effet » et les mots « et autres bâtiments » sont supprimés »;

2° au § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, les mots « ou du bâtiment » sont supprimés.

**Art. 14.** A l'article 14 de la même loi, modifié par la loi du 3 mai 1999, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, est remplacé par la disposition suivante :

« Les agents chargés du contrôle de la navigation désignés à cet effet ont le droit d'arrêter tout navire qui ne répond pas aux conditions légales et réglementaires ou de lui refuser l'accès à un port belge. »;

2° le § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, est remplacé par l'alinéa suivant : « Lorsque ces conditions légales et réglementaires sont remplies mais que néanmoins des présomptions graves font croire que le navire ne pourrait pas naviguer sans compromettre la sécurité de l'équipage, des passagers ou de la cargaison ou l'environnement marin, les agents chargés du contrôle de la navigation désignés à cet effet peuvent également l'arrêter. A l'égard d'un navire belge il n'est fait usage de ce droit qu'avec l'autorisation préalable du président du conseil d'enquête maritime. »;

3° le § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, est abrogé;

4° au § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, les mots « ou bâtiments » et « ou le bâtiment » sont supprimés;

5° au § 1<sup>er</sup>, alinéa 6, les mots « ou le bâtiment » sont supprimés;

6° au § 1<sup>er</sup>, alinéa 7, les mots « ou du bâtiment » sont supprimés;

7° au § 2 les mots « ou bâtiment » sont supprimés;

8° au § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, les mots « ou des passagers » sont remplacés par les mots « des passagers ou de la cargaison ou l'environnement marin ».

**Art. 15.** A l'article 16 de la même loi, modifié par la loi du 3 mai 1999, les mots « ou le bâtiment » sont supprimés.

**Art. 16.** L'article 17 de la même loi, modifié par la loi du 3 mai 1999, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 17. En cas de refus d'un certificat quelconque ou d'une autorisation de départ ou lorsqu'un navire a été retenu ou refusé l'accès à un port belge en vertu de l'article 14, le service chargé du contrôle de la navigation ou, le cas échéant, le fonctionnaire consulaire belge dresse un procès-verbal motivé dont une copie est adressée, dans les vingt-quatre heures après la décision, à la personne que la décision peut intéresser. »

**Art. 17.** Dans la même loi est inséré un chapitre IV bis, avec l'intitulé suivant :

« Chapitre IVbis. Prescriptions de sécurité pour les bateaux fluviaux et les bateaux de plaisance, la surveillance et le contrôle du respect des conventions internationales, de la loi et des règlements. »

**Art. 18.** Il est inséré dans le chapitre IVbis de la même loi un article 17bis, rédigé comme suit :

« Art. 17bis. Aucun bateau ne peut prendre la mer à partir d'un port belge, ou naviguer dans les eaux maritimes belges ou dans les eaux intérieures sans être en état de sécurité et sans être muni des certificats tels que déterminés par le Roi selon l'article 17ter concernant la sécurité de la navigation et concernant la prévention de la pollution par les bateaux pour autant que ces derniers certificats concernent des prescriptions techniques relatives à l'équipement et l'exploitation du bateau en vue de la protection de l'environnement.

Aucun bateau de plaisance ne peut prendre la mer à partir d'un port belge ou naviguer dans les eaux maritimes belges ou dans les eaux intérieures sans être en état de sécurité. »

**Art. 11.** Het opschrift van hoofdstuk IV van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Het toezicht op de schepen en de controle op de naleving van de internationale verdragen, van de wet en van de reglementen. »

**Art. 12.** Artikel 11, § 3, en § 4, tweede lid van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 3 mei 1999, worden opgeheven.

**Art. 13.** In artikel 13 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 3 mei 1999, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, eerste lid, worden de woorden « De ambtenaren van de met de scheepvaartcontrole belaste dienst » vervangen door de woorden « De met de scheepvaartcontrole belaste ambtenaren die daartoe aangesteld zijn » en vervallen de woorden « en andere vaartuigen »;

2° in § 1, derde lid, vervallen de woorden « of vaartuig ».

**Art. 14.** In artikel 14 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 3 mei 1999, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1, eerste lid, wordt vervangen als volgt :

« De met de scheepvaartcontrole belaste ambtenaren die daartoe aangesteld zijn, hebben het recht elk schip dat niet aan de wettelijke of reglementaire voorwaarden voldoet, op te houden of het de toegang tot een Belgische haven te weigeren. »;

2° § 1, tweede lid, wordt vervangen als volgt : « Indien deze wettelijke en reglementaire voorwaarden wel vervuld zijn, doch ernstige vermoedens niettemin doen aannemen dat het schip niet kan varen zonder de veiligheid van de bemanning, van de passagiers of van de lading of het mariene milieu in gevaar te brengen, mogen de met de scheepvaartcontrole belaste ambtenaren die daartoe aangesteld zijn, het schip eveneens ophouden. Ten aanzien van een Belgisch schip wordt van dat recht alleen gebruik gemaakt nadat de voorzitter van de onderzoeksraad voor de scheepvaart daartoe machtiging heeft verleend. »;

3° § 1, derde lid, wordt opgeheven;

4° in § 1, vierde lid, vervallen de woorden « of vaartuigen » en « of vaartuig »;

5° in § 1, zesde lid, vervallen de woorden « of vaartuig »;

6° in § 1, zevende lid, vervallen de woorden « of vaartuig »;

7° in § 2 vervallen de woorden « of vaartuig »;

8° in § 2, eerste lid, 3°, worden de woorden « of van de passagiers » vervangen door de woorden « van de passagiers of van de lading of het mariene milieu ».

**Art. 15.** In artikel 16 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 3 mei 1999, vervallen de woorden « of vaartuig ».

**Art. 16.** Artikel 17 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 3 mei 1999, wordt vervangen als volgt :

« Art. 17. Indien een of ander certificaat of een toelating tot afvaart wordt geweigerd of een schip op grond van artikel 14 wordt opgehouden of de toegang tot een Belgische haven geweigerd wordt, maakt de met de scheepvaartcontrole belaste dienst of, in voorkomend geval, de Belgische consulaire ambtenaar, een gemotiveerd proces-verbaal op, waarvan een afschrift binnen vierentwintig uren na de beslissing wordt toegezonden aan de persoon wie de beslissing kan aangaan. »

**Art. 17.** In dezelfde wet wordt een hoofdstuk IV bis ingevoegd, waarvan het opschrift luidt als volgt :

« Hoofdstuk IVbis. Veiligheidsvoorwaarden voor binnenschepen en plezierboten, het toezicht en de controle op de naleving van de internationale verdragen, van de wet en van de reglementen. »

**Art. 18.** In hoofdstuk IVbis van dezelfde wet wordt een artikel 17bis ingevoegd, luidende :

« Art. 17bis. Geen binnenschip mag vanuit een Belgische haven zee kiezen, in de Belgische zeewateren of op de binnenwateren varen zonder in staat van veiligheid te zijn en zonder voorzien te zijn van de certificaten zoals vastgesteld door de Koning overeenkomstig artikel 17ter met betrekking tot de veiligheid van de scheepvaart en met betrekking tot het voorkomen van verontreiniging door binnenschepen in zoverre laatst genoemde certificaten technische voorschriften inzake uitrusting en exploitatie van het binnenschip met het oog op het beschermen van het milieu betreffen.

Geen plezierboot mag vanuit een Belgische haven zee kiezen, in de Belgische zeewateren of op de binnenwateren varen zonder in staat van veiligheid te zijn. »

**Art. 19.** Il est inséré dans le chapitre IVbis de la même loi un article 17ter, rédigé comme suit :

« Art. 17ter § 1<sup>er</sup>. Le Roi détermine :

1° les certificats visés à l'article 17bis;

2° les conditions de délivrance des certificats visés au 1°;

3° les conditions dans lesquelles chaque bateau doit se trouver pour être en état de sécurité, notamment les prescriptions relatives :

a) à la construction et à l'état d'entretien;

b) aux engins de sauvetage;

c) aux agrès et appareils, aux pièces détachées, y compris les moyens de protection et de lutte contre l'incendie et les pièces de rechange;

d) aux instruments nautiques, aux appareils de signalisation, aux moyens de télécommunication et à leur utilisation;

e) aux chaudières à vapeur, aux machines de propulsion, aux appareils mécaniques et électriques;

f) aux aptitudes physiques, aux brevets, aux licences et autres attestations similaires qui peuvent être exigés de l'équipage, ainsi qu'au nombre des membres de l'équipage;

g) au nombre de passagers qui peuvent être transportés;

h) à l'habitabilité des aménagements, à l'hygiène et à la salubrité;

i) aux échelles de tirant d'eau et aux marques de franc-bord;

j) à la stabilité, à l'arrimage de la cargaison et au lestage;

k) aux engins de levage;

l) à la cargaison;

m) au transport de matières dangereuses;

4° les conditions dans lesquelles les agents chargés du contrôle de la navigation désignés à cet effet peuvent, dans des cas particuliers, accorder des exemptions d'une ou de plusieurs dispositions des arrêtés pris en exécution de la loi;

5° les obligations de l'équipage et des autres personnes embarquées, ainsi que des propriétaires, relatives à la sécurité de la navigation, des personnes embarquées et de la cargaison et à l'environnement pour autant que ces dernières obligations concernent des prescriptions techniques relatives à l'équipement et l'exploitation du bateau en vue de la protection de l'environnement;

6° les conditions auxquelles les organisations peuvent être reconnues et mandatées à effectuer, en tout ou en partie, les inspections et visites des bateaux afférentes à des certificats concernant la sécurité de la navigation et à des certificats concernant la prévention de la pollution par les bateaux pour autant que ces derniers certificats concernent des prescriptions techniques relatives à l'équipement et l'exploitation du bateau en vue de la protection de l'environnement et, le cas échéant, à délivrer ou renouveler les certificats mentionnés dans ce point.

§ 2. Le Roi détermine dans un arrêté délibéré en Conseil des Ministres les conditions que les bateaux de plaisance doivent remplir pour être en état de sécurité, les moyens de surveillance et de contrôle y afférents et l'élaboration d'une procédure d'appel. »

**Art. 20.** Il est inséré dans le chapitre IVbis de la même loi un article 17quater, rédigé comme suit :

« Art. 17quater. Le Roi peut déterminer les bateaux qui doivent ou peuvent être enregistrés ainsi que les conditions auxquelles les bateaux, leur propriétaire, leur armateur ou leur exploitant doivent préalablement satisfaire à cet effet. Il fixe les données et la forme du registre. Le registre peut être consulté par les autorités publiques, chacune pour la partie qui la concerne. Le Roi fixe la manière dont le registre est géré. »

**Art. 21.** Il est inséré dans le chapitre IVbis de la même loi un article 17quinquies, rédigé comme suit :

« Art. 17quinquies. § 1<sup>er</sup>. Tout bateau inscrit au registre d'une société de classification reconnue et qui y est rangé dans la plus haute classe de sa catégorie est dispensé des constatations à effectuer par le service chargé du contrôle de la navigation ou par les experts sur les points qui ont fait l'objet de la surveillance de ladite société.

La même dispense peut être accordée quand les certificats sont délivrés par un service public compétent étranger.

**Art. 19.** In hoofdstuk IVbis van dezelfde wet wordt een artikel 17ter ingevoegd, luidende :

« Art. 17ter § 1. De Koning bepaalt :

1° de in artikel 17bis bedoelde certificaten;

2° de voorwaarden tot aflevering van de onder 1° bedoelde certificaten;

3° de voorwaarden waaraan elk binnenschip moet voldoen om in staat van veiligheid te zijn, inzonderheid de voorschriften betreffende :

a) de bouw en de staat van onderhoud;

b) de reddingstoestellen;

c) het tuigage en de reserveonderdelen, met inbegrip van de middelen tegen brand en de wisselstukken;

d) de nautische instrumenten, de seintoestellen, de telecommunicatiemiddelen en hun gebruik;

e) de stoomketels, de voortstuwingsmachines, de mechanische en elektrische toestellen;

f) de lichamelijke geschiktheid, de brevetten, vergunningen en andere soortgelijke attesten, welke kunnen worden vereist van de bemanning alsmede het aantal bemanningsleden;

g) het aantal passagiers dat mag worden vervoerd;

h) de bewoonbaarheid van de inrichtingen, de hygiëne en de gezondheidsvoorwaarden;

i) de diepgangschalen en de vrijboord-merken;

j) de stabiliteit, het stouwen van de lading en het ballasten;

k) het laad- en losgerei;

l) de lading;

m) het vervoer van gevaarlijke stoffen;

4° de voorwaarden waaronder de met de scheepvaartcontrole belaste ambtenaren die daartoe aangesteld zijn, in bijzondere gevallen, vrijstelling kunnen verlenen van de toepassing van één of meer bepalingen van de ter uitvoering van de wet genomen besluiten;

5° de verplichtingen van de bemanning en andere opvarenden, alsook van de eigenaars in verband met de veiligheid van de scheepvaart, de opvarenden en de lading en met het milieu in zoverre de laatste verplichtingen betrekking hebben op technische voorschriften inzake uitrusting en exploitatie van het binnenschip met het oog op het beschermen van het milieu;

6° de voorwaarden waaronder de organisaties kunnen worden erkend en gemachtigd tot het uitvoeren van gehele of gedeeltelijke inspecties en controles van binnenschepen in verband met certificaten met betrekking tot de veiligheid van de scheepvaart en certificaten met betrekking tot het voorkomen van verontreiniging door binnenschepen in zoverre laatstgenoemde certificaten technische voorschriften inzake uitrusting en exploitatie van het binnenschip met het oog op het beschermen van het milieu betreffen en in voorkomend geval tot het afgeven en vernieuwen van de in dit punt vermelde certificaten.

§ 2. De Koning bepaalt bij een in Ministerraad overlegd besluit de voorwaarden waaraan de plezierboten moeten voldoen om in staat van veiligheid te zijn, de daaraan verbonden maatregelen van toezicht en controle en het uitwerken van een beroepsprocedure. »

**Art. 20.** In hoofdstuk IVbis van dezelfde wet wordt een artikel 17quater ingevoegd, luidende :

« Art. 17quater. De Koning kan bepalen welke binnenschepen moeten of mogen worden geregistreerd alsmede de voorwaarden waaraan zij, hun eigenaar, hun reder of exploitant daartoe vooraf moeten voldoen. Hij bepaalt de gegevens en de vorm van het register. Het register kan worden geraadpleegd door de overheidsdiensten, elk voor het gedeelte waarvoor ze bevoegd zijn. De Koning bepaalt de wijze waarop het register wordt beheerd. »

**Art. 21.** In hoofdstuk IVbis van dezelfde wet wordt een artikel 17quinquies ingevoegd, luidende :

« Art. 17quinquies. § 1. Elk binnenschip dat is ingeschreven in een register van een erkende classificatiemaatschappij en er in de hoogste klasse van zijn categorie is ondergebracht, is ontslagen van de door de met de scheepvaartcontrole belaste dienst of door de deskundigen te verrichten vaststellingen betreffende de punten waarover door die maatschappij toezicht is uitgeoefend.

Dezelfde vrijstelling kan worden verleend wanneer certificaten worden afgegeven door een bevoegde vreemde openbare dienst.

Toutefois, les agents chargés du contrôle de la navigation désignés à cet effet peuvent vérifier ou faire vérifier d'une façon à déterminer par eux, si les exigences requises pour l'obtention du certificat de classification ou d'autres certificats, ont été observées et, au besoin, imposer des constatations complémentaires.

§ 2. Le Ministre qui a les affaires maritimes et la navigation dans ses attributions, désigne les sociétés de classification et les services publics étrangers compétents, dont les certificats peuvent être acceptés ainsi que les conditions dans lesquelles ils peuvent l'être. »

**Art. 22.** Il est inséré dans le chapitre IVbis de la même loi un article 17sexies, rédigé comme suit :

« Art. 17sexies. § 1<sup>er</sup>. Le service chargé du contrôle de la navigation surveille les bateaux soumis à la présente loi afin d'assurer l'application de celle-ci et de ses arrêtés d'exécution.

Cette surveillance doit s'exercer sans gêner l'exploitation commerciale des bateaux.

§ 2. Le service chargé du contrôle de la navigation vérifie si les obligations imposées par la loi et par les arrêtés d'exécution aux capitaines et autres personnes embarquées ainsi qu'aux propriétaires sont observées.

§ 3. Le Roi fixe les attributions des agents chargés du contrôle de la navigation en matière de vérification du nombre de membres de l'équipage à bord des bateaux et de la possession des certificats d'aptitude physique, brevets, licences ou autres attestations similaires. »

**Art. 23.** Il est inséré dans le chapitre IVbis de la même loi un article 17septies, rédigé comme suit :

« Art. 17septies. § 1<sup>er</sup>. Les agents chargés du contrôle de la navigation désignés à cet effet et les experts qu'ils désignent ont le droit de se rendre à tout moment à bord des bateaux pour y effectuer les constatations rentrant dans leur mission.

Ils ont également le droit d'exiger la production de tous les documents de bord et de toutes pièces à conviction.

Ils peuvent à tout moment donner les instructions qu'ils jugent nécessaires pour garantir l'application de la loi et/ou de ses arrêtés d'exécution, notamment la mise à sec ou la présentation à l'état léger du bateau ou l'exécution de certains travaux.

§ 2. Tout capitaine ou propriétaire est tenu de fournir aux agents et experts visés au § 1<sup>er</sup> les renseignements et l'aide que ceux-ci jugent nécessaires à l'accomplissement de leur mission. »

**Art. 24.** Il est inséré dans le chapitre IVbis de la même loi un article 17octies, rédigé comme suit :

« Art. 17octies. Les agents chargés du contrôle de la navigation désignés à cet effet ont le droit d'arrêter tout bateau qui ne répond pas aux conditions légales et réglementaires ou de lui refuser l'accès à un port belge.

Lorsque ces conditions légales et réglementaires sont remplies, mais que néanmoins de sérieuses présomptions font croire que le bateau ne peut naviguer sans compromettre la sécurité de l'équipage, des passagers et de la cargaison ou l'environnement, les agents chargés du contrôle de la navigation désignés à cet effet, peuvent également l'arrêter.

Sauf dans des cas urgents, les agents chargés du contrôle de la navigation désignés à cet effet n'exercent le droit, prévu aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2, à l'égard de bateaux étrangers qu'après avoir informé le consul du pays dont le bateau bat le pavillon, des mesures à prendre et des motifs de l'intervention.

Dans des cas urgents, cette information est faite immédiatement après que les mesures ont été prises.

Le bateau est libéré aussitôt que les conditions requises ont été remplies à la satisfaction des agents chargés du contrôle de la navigation désignés à cet effet. »

De met de scheepvaartcontrole belaste ambtenaren die daartoe aangesteld zijn, kunnen evenwel nazien of, op een door hen te bepalen wijze, doen nazien of de voorwaarden gesteld voor het bekomen van het classificatiecertificaat of van andere certificaten, zijn vervuld en, zo nodig, nadere vaststellingen gelasten.

§ 2. De Minister tot wiens bevoegdheid de maritieme zaken en de scheepvaart behoren, wijst de classificatiemaatschappijen en de bevoegde buitenlandse openbare diensten aan, waarvan de certificaten kunnen worden aanvaard en bepaalt onder welke voorwaarden dit zal geschieden. »

**Art. 22.** In hoofdstuk IVbis van dezelfde wet wordt een artikel 17sexies ingevoegd, luidende :

« Art. 17sexies. § 1. De met de scheepvaartcontrole belaste dienst oefent toezicht uit op de binnenschepen die aan de wet onderworpen zijn ten einde de toepassing van deze wet en van haar uitvoeringsbesluiten te verzekeren.

Dit toezicht moet geschieden zonder de handelexploitatie van de binnenschepen te belemmeren.

§ 2. De met de scheepvaartcontrole belaste dienst gaat na of de verplichtingen welke door de wet en uitvoeringsbesluiten aan de kapiteins en andere opvarenden alsook aan de eigenaars zijn opgelegd, worden nageleefd.

§ 3. De Koning bepaalt de bevoegdheden van de met de scheepvaartcontrole belaste ambtenaren inzake het nagaan van het aantal bemanningsleden aan boord van binnenschepen en het bezit van certificaten van lichamelijke geschiktheid, brevetten, vergunningen en andere soortgelijke getuigschriften. »

**Art. 23.** In hoofdstuk IVbis van dezelfde wet wordt een artikel 17septies ingevoegd, luidende :

« Art. 17septies. § 1. De met de scheepvaartcontrole belaste ambtenaren die daartoe aangesteld zijn, en de door hen aangewezen deskundigen hebben het recht te allen tijde aan boord te gaan van binnenschepen, teneinde er de vaststellingen te doen welke tot hun opdracht behoren.

Zij hebben eveneens het recht te eisen dat hun alle scheepspapieren en overtuigingsstukken worden voorgelegd.

Zij kunnen te allen tijde de door hen voor de toepassing van deze wet en/of van de uitvoeringsbesluiten nodig geachte richtlijnen geven, onder meer het op het droge zetten of het ledig vertonen van het binnenschip en het uitvoeren van bepaalde werken.

§ 2. Iedere kapitein of eigenaar is verplicht de in § 1 bedoelde ambtenaren en deskundigen de inlichtingen en de hulp te verstrekken welke zij voor de vervulling van hun opdracht nodig achten. »

**Art. 24.** In hoofdstuk IVbis van dezelfde wet wordt een artikel 17octies ingevoegd, luidende :

« Art. 17octies. De met de scheepvaartcontrole belaste ambtenaren die daartoe aangesteld zijn, hebben het recht elk binnenschip dat niet aan de wettelijke en reglementaire voorwaarden voldoet op te houden of de toegang tot een Belgische haven te weigeren.

Indien deze wettelijke en reglementaire voorwaarden wel vervuld zijn, doch ernstige vermoedens niettemin doen aannemen dat het binnenschip niet kan varen zonder de veiligheid van de bemanning, de passagiers en de lading of het milieu in gevaar te brengen, mogen de met de scheepvaartcontrole belaste ambtenaren die daartoe aangesteld zijn, het binnenschip eveneens ophouden.

Behoudens in dringende gevallen oefenen de met de scheepvaartcontrole belaste ambtenaren die daartoe aangesteld zijn, het in het eerste en tweede lid bedoelde recht ten aanzien van vreemde binnenschepen uit nadat de consul van het land waarvan het binnenschip de vlag voert, is ingelicht over de te nemen maatregelen en de redenen welke daartoe aanleiding hebben gegeven.

In dringende gevallen geschiedt deze mededeling onmiddellijk nadat de maatregelen zijn genomen.

Het binnenschip wordt vrijgelaten zodra de gestelde voorwaarden ten genoegen van de met de scheepvaartcontrole belaste ambtenaren die daartoe aangesteld zijn, zijn vervuld. »

**Art. 25.** Il est inséré dans le chapitre IVbis de la même loi un article 17novies, rédigé comme suit :

« Art. 17novies. L'équipage peut, à tout moment, s'adresser par requête motivée aux agents chargés du contrôle de la navigation désignés à cet effet s'il estime que le bateau n'offre pas toutes les garanties de sécurité voulues.

Ces agents doivent entendre l'équipage avant de prendre les mesures requises par les circonstances. »

**Art. 26.** Il est inséré dans le chapitre IVbis de la même loi un article 17decies, rédigé comme suit :

« Art. 17decies. Lorsqu'un bateau a été retenu, le service chargé du contrôle de la navigation dresse un procès-verbal motivé dont une copie est adressée, dans les vingt-quatre heures après la décision, au capitaine. »

**Art. 27.** L'article 18 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 18. Dans les quinze jours qui suivent l'envoi de la copie du procès-verbal motivé conformément les articles 17 et 17decies, l'appel peut être interjeté contre les décisions visées aux articles 14, 17 et 17octies.

L'appel est introduit par le demandeur ou le porteur du certificat et, dans les cas de rétention, d'interdiction de départ ou de refus d'accès à un port belge, par le capitaine ou le propriétaire par une requête adressée au Commissaire de l'Etat auprès du conseil d'enquête maritime et contenant les moyens invoqués.

L'appel n'est pas suspensif. »

**Art. 28.** L'article 19 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 19. Est puni d'un emprisonnement d'un mois à deux ans et d'une amende de 50 à 5000 euros, le capitaine ou le propriétaire qui, même en dehors de la Belgique, fait prendre la mer à un bâtiment de navigation ou fait naviguer dans les eaux maritimes ou les eaux intérieures un bâtiment de navigation dont l'état compromet la sécurité de l'équipage, des passagers ou de la cargaison ou l'environnement marin. »

**Art. 29.** A l'article 20 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par la disposition suivante :

« Est puni des peines prévues à l'article 19 ou de l'une d'elles seulement, le capitaine ou le propriétaire qui, même en dehors de la Belgique, fait naviguer un bâtiment de navigation sans certificat de navigabilité requis par la présente loi ou ses arrêtés d'exécution ou au mépris de l'interdiction de départ décidée ou de la rétention effectuée par l'autorité compétente ou le fait prendre la mer sans une autorisation de départ. »;

2° l'alinéa 2 est abrogé.

**Art. 30.** A l'article 21 de la même loi, le mot « francs » est remplacé par le mot « euros ».

**Art. 31.** A l'article 25 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par la disposition suivante :

« Tout membre de l'équipage qui a provoqué la rétention ou l'interdiction de départ d'un bâtiment de navigation par des allégations reconnues inexacts, est puni d'un emprisonnement de un à sept jours et d'une amende de 1 à 25 euros. »;

2° à l'alinéa 2 le mot « francs » est remplacé par le mot « euros ».

**Art. 32.** L'article 27, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi, modifié par la loi du 3 mai 1999, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Sans préjudice des pouvoirs des officiers de police judiciaire, les agents chargés du contrôle de la navigation désignés à cet effet ainsi que la police fédérale et les fonctionnaires consulaires belges à l'étranger sont chargés de rechercher et de constater les infractions aux dispositions de la présente loi et des arrêtés pris pour son exécution. »

**Art. 25.** In hoofdstuk IVbis van dezelfde wet wordt een artikel 17novies ingevoegd, luidende :

« Art. 17novies. Indien de bemanning oordeelt dat het binnenschip niet alle nodige waarborgen van veiligheid oplevert, mag zij te allen tijde een met redenen omkleed verzoekschrift aan de met de scheepvaartcontrole belaste ambtenaren die daartoe aangesteld zijn, richten.

Deze ambtenaren moeten de bemanning horen alvorens de maatregelen welke de omstandigheden vereisen, te treffen. »

**Art. 26.** In hoofdstuk IVbis van dezelfde wet wordt een artikel 17decies ingevoegd, luidende :

« Art. 17decies. Indien een binnenschip wordt opgehouden, maakt de met de scheepvaartcontrole belaste dienst een gemotiveerd proces-verbaal op, waarvan een afschrift binnen vierentwintig uren na de beslissing aan de kapitein wordt toegezonden. »

**Art. 27.** Artikel 18 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 18. Binnen veertien dagen na het versturen van het afschrift van het gemotiveerd proces-verbaal overeenkomstig de artikelen 17 en 17decies, kan beroep worden ingesteld tegen de beslissingen bedoeld in de artikelen 14, 17 en 17octies.

Het beroep wordt ingesteld door de aanvrager of de houder van het certificaat en, in de gevallen van retentie, verbod tot afvaart of weigering van toegang tot een Belgische haven, door de kapitein of eigenaar door middel van een verzoekschrift gericht aan de Rijkscommissaris bij de onderzoeksraad voor de scheepvaart waarin de middelen worden uiteengezet.

Het beroep heeft geen opschortende kracht. »

**Art. 28.** Artikel 19 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 19. Met gevangenisstraf van een maand tot twee jaar en met een geldboete van 50 tot 5000 euro wordt gestraft, de kapitein of de eigenaar die, zelfs buiten België, een vaartuig zee doet kiezen of in de Belgische zeewateren of binnenwateren een vaartuig doet varen, als de toestand ervan de veiligheid van de bemanning, van de passagiers of van de lading of het mariene milieu in gevaar brengt. »

**Art. 29.** In artikel 20 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt :

« Met de in artikel 19 gestelde straffen of met één van die straffen alleen wordt gestraft, de kapitein of de eigenaar die, zelfs buiten België, een vaartuig zonder een krachtens deze wet of haar uitvoeringsbesluiten opgelegd certificaat van deugdelijkheid of in weerwil van een door de bevoegde overheid opgelegd verbod of uitgeoefend retentierecht doet varen of het zonder toelating tot afvaart zee doet kiezen. »;

2° het tweede lid wordt opgeheven.

**Art. 30.** In artikel 21 van dezelfde wet wordt het woord « franc » vervangen door het woord « euro ».

**Art. 31.** In artikel 25 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt :

« Met gevangenisstraf van een tot zeven dagen en met geldboete van 1 tot 25 euro wordt gestraft elk lid van de bemanning dat de retentie of het verbod tot afvaart van een vaartuig heeft uitgelokt door onjuist bevonden beweringen. »;

2° in het tweede lid wordt het woord « franc » vervangen door het woord « euro ».

**Art. 32.** Artikel 27, eerste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 3 mei 1999, wordt vervangen als volgt :

« Onverminderd de bevoegdheden van de officieren van gerechtelijke politie zijn de met de scheepvaartcontrole belaste ambtenaren die daartoe aangesteld zijn alsmede de federale politie en de Belgische consulaire ambtenaren in het buitenland gelast de overtredingen van de bepalingen van deze wet en van haar uitvoeringsbesluiten op te sporen en vast te stellen. »

**Art. 33.** Dans la même loi est inséré un article 27bis, rédigé comme suit :

« Art. 27bis. Si la police fédérale constate des violations qui compromettent l'état de sécurité dans le cadre de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution, le service chargé du contrôle de la navigation est informé sans délai de celles-ci et prend les mesures adaptées. »

**Art. 34.** A l'article 28 de la même loi, modifié par la loi du 3 mai 1999, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « les fonctionnaires du service chargé du contrôle de la navigation » sont remplacés par les mots « les agents chargés du contrôle de la navigation désignés à cet effet »;

2° à l'alinéa 2, le mot « fonctionnaires » est remplacé par le mot « agents ».

**Art. 35.** A l'article 30 de la même loi les mots « d'un navire, d'un bâtiment ou d'un engin » sont remplacés par les mots « d'un bâtiment de navigation ».

**Art. 36.** Dans la même loi est inséré un article 32bis, rédigé comme suit :

« Art. 32bis. Le Roi peut rendre la présente loi applicable, en tout ou en partie, à des bâtiments de navigation autres que ceux visés à l'article 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, 4<sup>o</sup>, 5<sup>o</sup> et 6<sup>o</sup>. »

CHAPITRE III. — *Modifications à la loi du 30 juillet 1926 instituant un conseil d'enquête maritime*

**Art. 37.** Aux articles 9 et 10 de la loi du 30 juillet 1926 instituant un conseil d'enquête maritime, remplacés par la loi du 5 juin 1972, le mot « navires » est remplacé par les mots « bâtiments de navigation ».

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 22 janvier 2007.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de la Justice,  
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de la Mobilité,  
R. LANDUYT

Scellé du sceau de la Justice :

La Ministre de la Justice,  
Mme. L. ONKELINX

Notes

(1) *Références parlementaires :*

Documents de la Chambre des représentants :

51-2746 – 2006/2007 :

Nr. 1 : Projet de Loi.

Nr. 2 : Rapport.

Nr. 3 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

Compte rendu intégral : 7 décembre 2006.

Documents du Sénat :

3-1980 – 2006/2007 :

Nr. 1 : Projet non évoqué par le Sénat.

**Art. 33.** In dezelfde wet wordt een artikel 27bis ingevoegd, luidende :

« Art. 27bis. Indien de federale politie in het raam van deze wet en haar uitvoeringsbesluiten inbreuken die de staat van veiligheid in het gedrang brengen vaststelt, dan wordt hiervan onverwijld de met de scheepvaartcontrole belaste dienst ingelicht die tot het nemen van de gepaste maatregelen overgaat. »

**Art. 34.** In artikel 28 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 3 mei 1999, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « de ambtenaren van de met de scheepvaartcontrole belaste dienst » vervangen door de woorden « de met de scheepvaartcontrole belaste ambtenaren die daartoe aangesteld zijn »;

2° in de Franse tekst wordt in het tweede lid het woord « fonctionnaires » vervangen door het woord « agents ».

**Art. 35.** In artikel 30 van dezelfde wet worden de woorden « schip, vaartuig of tuig » vervangen door het woord « vaartuig ».

**Art. 36.** In dezelfde wet wordt een artikel 32bis ingevoegd, luidende :

« Art. 32bis. De Koning kan deze wet geheel of gedeeltelijk van toepassing verklaren op andere vaartuigen dan die bedoeld in artikel 1, 3<sup>o</sup>, 4<sup>o</sup>, 5<sup>o</sup> en 6<sup>o</sup>. »

HOOFDSTUK III. — *Wijzigingen aan de wet van 30 juli 1926 tot instelling van eenen onderzoeksraad voor de scheepvaart*

**Art. 37.** In de artikelen 9 en 10 van de wet van 30 juli 1926 tot instelling van eenen onderzoeksraad voor de scheepvaart, vervangen bij de wet van 5 juni 1972, worden de woorden « der schepen » vervangen door de woorden « van de vaartuigen ».

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 22 januari 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,  
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Mobiliteit,  
R. LANDUYT

Met s Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,  
Mevr. L. ONKELINX

Nota's

(1) *Parlementaire verwijzingen :*

Stukken van de Kamer van volksvertegenwoordigers :

51-2746 – 2006/2007 :

Nr. 1 : Wetsontwerp.

Nr. 2 : Verslag.

Nr. 3 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

Integraal verslag : 7 december 2006.

Stukken van de Senaat :

3-1980 – 2006/2007 :

Nr. 1 : Ontwerp niet geëvoceerd door de Senaat.